



Les conseillers généraux Communistes de Seine-Maritime lancent l'alerte



Rouen, le 3 juin 2013

Alerte sur la dégradation des conditions de vie

La droite avait déjà pris largement sa part dans la casse des services publics, dans l'appauvrissement des moyens des collectivités locales, dans le soutien aux logiques de la finance, et donc dans la casse de l'industrie et des emplois et dans la sape de nos valeurs fondamentales de solidarité.

Plus d'un an après l'élection de François Hollande, le changement n'est pas au rendez-vous. La situation devient très critique. En tant qu'élus locaux, nous voyons bien au quotidien, dans l'échange avec nos concitoyens, à quel point les conditions de vie se dégradent. En particulier dans notre département fortement touché par la casse de l'industrie : Pétroplus en est l'exemple le plus marquant, mais aussi Renault, Grande Paroisse, la centrale thermique du Havre, l'EPR de Penly... et une multitude de petites sociétés qui rencontrent de graves difficultés.

Nous lançons aujourd'hui l'alerte auprès de nos concitoyens pour appeler à la mobilisation contre l'austérité qui casse tout et sape tout espoir de relance.

Le visage de l'austérité dans notre département comme dans le pays

Salariés menacés de licenciement dans des entreprises qui réalisent des profits ; agents de l'Hôpital public, de l'Education nationale, de la Poste, des collectivités territoriales et de tout autre service public qui n'ont plus les moyens de remplir leur mission correctement ; travailleurs sociaux, salariés des associations et secteur associatif dans son ensemble, en souffrance et en mal de financements publics ; commerçants et salariés du commerce impactés par la baisse du pouvoir d'achat ; petites et moyennes entreprises dont les carnets de commandes se réduisent comme peau de chagrin ; parents isolés, familles, petits retraités ou encore jeunes actifs qui peinent à boucler leurs fins de mois ou qui ne trouvent ni formation adaptée, ni emploi...

Voilà le visage que prend l'austérité érigée en dogme dans notre département.

L'austérité généralisée aggrave la crise et empêche la relance

Il n'est plus possible de décider des politiques menées en fonction des contraintes budgétaires dictées par l'Europe des financiers. L'exercice atteint largement ses limites, et conduit maintenant à des coupes franches dans les budgets des collectivités.

Pour le Département de Seine-Maritime, les besoins de financement des Solidarités et en particulier du RSA explosent, ce qui met la collectivité en difficulté, l'obligeant à raboter ailleurs ses dépenses. Sur le soutien à l'investissement des communes par exemples, qui est en net recul cette année ! Mais ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, car l'ensemble des services sont touchés par ces coups de rabot. Les agents eux-mêmes sonnent l'alarme de la dégradation de leurs conditions de travail.

Le recul de l'action du Conseil général signifie en clair le recul des services publics locaux et un coup d'arrêt porté aux projets d'investissement. La tendance est la même dans toutes les collectivités. Et quand les collectivités n'investissent plus, c'est toute notre économie qui se trouve au point mort et l'ensemble des services à la population qui régressent.

Le projet de décentralisation actuellement en débat va aggraver cette tendance. Avec l'objectif de réduire de 4,5 milliards les budgets des collectivités sur 3 ans et la mise en place de « super-métropoles » qui vont aspirer à elle toutes les compétences, les communes et les départements sont sacrifiés. C'est encore un éloignement supplémentaire des lieux de décision, un recul de démocratie, un recul programmé des services publics locaux.

Si l'on ajoute à cela les salaires au point mort, la hausse du chômage, la hausse prévue de la TVA... on voit bien que la relance ne sera pas au rendez-vous sans changement de cap politique.

Faire le choix du développement, de l'emploi, de la solidarité

Premiers investisseurs publics, les collectivités locales doivent avoir les moyens de remplir leurs missions. L'Etat doit donc jouer son rôle et organiser une autre répartition des immenses richesses dont dispose notre pays. 20 milliards d'euros ont été accordés aux entreprises. Et pendant ce temps, la dette de 800 millions d'euros de l'Etat envers notre département n'est pas remboursée. 800 millions, c'est pourtant un quart du budget du département ! Dans les semaines à venir, nous appelons les seino-marins à refuser avec nous la dégradation générale de leurs conditions de vie et de travail.

Nous disons stop au carcan budgétaire de Bruxelles et à l'austérité générale qui conduit à la récession à tous les étages ! Nous disons stop à la régression et à la paupérisation de tous les champs de la société !

Nous disons cap à gauche, cap sur un désarmement de la finance, cap sur la répartition des immenses richesses détenues par quelques-uns, cap sur les investissements publics, sur la création d'emplois et sur l'augmentation des salaires. Sans cela, aucune relance économique et sociale ne peut être envisagée.

Des cahiers de doléances pour exprimer vos difficultés et vos aspirations

Cette alerte, cet appel veulent contribuer à ce que les citoyennes et les citoyens se rassemblent et ne se laissent pas déposséder des choix de première importance pour leur avenir et celui du pays.

Nous lançons la rédaction de cahiers de doléances en Seine-Maritime pour faire le point sur les conséquences des politiques de renoncement et mobiliser en faveur de solutions d'avenir.

Citoyennes, citoyens, maires et élus locaux, acteurs économiques, sociaux et associatifs, faites nous part de vos aspirations, de vos propositions. Ensemble, pesons de tout notre poids pour un changement de cap, en faveur du développement et du progrès humain dans notre département !

Vous souhaitez nous faire part de vos remarques, contribuez aux cahiers de doléances :

Vous souhaitez nous faire part de vos remarques, contribuez aux cahiers de doléances :

.....
.....
.....

ou sur papier libre.

Vous êtes :

- | | | |
|---|--|--------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Elu local | <input type="checkbox"/> Militant syndical | <input type="checkbox"/> Retraité |
| <input type="checkbox"/> Parent d'élèves | <input type="checkbox"/> Militant associatif | <input type="checkbox"/> Etudiant |
| <input type="checkbox"/> Militant politique | <input type="checkbox"/> Actif | <input type="checkbox"/> Sans emploi |

Facultatif

Nom Prénom

Date de naissance

Lieu de travail

Lieu d'habitation

**A retourner à : Jean-Louis JEGADEN, président du groupe communiste
Hôtel du Département - quai Jean Moulin, 76101 Rouen Cedex
et sur cahiersdoleances@gmail.com**